



**PRÉFET
DU NORD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Préfecture du Nord

Secrétariat général
Direction de la coordination
des politiques interministérielles
Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement
Réf : DCPI-BICPE/JV

**Arrêté préfectoral imposant à la société LESIEUR
des prescriptions complémentaires relatives à la réduction des prélèvements d'eau
et aux actions à mettre en place en cas de sécheresse
pour la poursuite d'exploitation de son établissement
situé à COUDEKERQUE-BRANCHE et CAPPELLE-LA-GRANDE**

Le préfet de la région Hauts-de-France,
préfet du Nord

Vu la directive 2000/60/CE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (DCE) ;

Vu le code de l'environnement et notamment les livres I, II et V ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L. 411-2 ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Hauts-de-France ;

Vu le décret du 30 juin 2021 portant nomination du préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord, M. Georges-François LECLERC ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu la note ministérielle du 16 septembre 2019 du Ministère de la transition écologique et solidaire ;

Vu l'arrêté-cadre interpréfectoral du 2 mars 2012 relatif à la mise en place de principes communs de vigilance et de gestion des usages de l'eau en cas de sécheresse ou de risque de pénurie d'eau dans les bassins versants du Nord et du Pas-de-Calais ;

Vu l'arrêté préfectoral du 29 mai 2008 modifié, autorisant la société LESIEUR à exploiter des installations de raffinage et d'estérification d'huiles végétales sur le territoire des communes de COUDEKERQUE-BRANCHE et CAPPELLE-LA-GRANDE ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2015 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Artois-Picardie 2016-2021 ;

Vu l'arrêté cadre relatif à la mise en place de principes communs de surveillance et de gestion des usages de l'eau en cas de sécheresse ou de pénurie d'eau sur le bassin Artois Picardie en date du 25 juillet 2018 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 28 septembre 2021 portant délégation de signature à Mme Amélie PUCCINELLI, en qualité de secrétaire générale adjointe de la préfecture du Nord ;

Vu les volumes prélevés annuellement déclarés par l'exploitant de la société LESIEUR dans ses déclarations annuelles des émissions polluantes sous GEREP au titre des années 2016 à 2020 ;

Vu le rapport du 30 novembre 2021 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France chargée du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de l'exploitant par courriel du 19 octobre 2021 ;

Vu les observations de l'exploitant transmises par courriel du 8 novembre 2021 ;

Considérant ce qui suit :

1. l'objectif de bon état quantitatif et qualitatif des masses d'eau fixé par la directive 2000/60/CE susvisée ;
2. l'objectif de réduction des prélèvements en eau de 10 % d'ici à 2025 et 25 % en 15 ans fixé dans la feuille de route découlant des assises de l'eau, et rappelé par Mme la ministre de la transition écologique et solidaire dans sa note du 16 septembre 2019 susvisée ;
3. les arrêtés de restrictions d'usage de ces dernières années qui avaient placé les bassins versants de l'Audomarois et du Delta de l'Aa en situation de sécheresse (vigilance, alerte, alerte renforcée), il y a lieu d'imposer à cet exploitant la réalisation d'une étude technico-économique relative aux mesures de limitation des usages de l'eau et d'un plan d'actions sécheresse ;
4. l'état des ressources en eau superficielle et souterraines ;
5. les volumes d'eau potable et de surface prélevés par l'exploitant ;
6. l'analyse des volumes prélevés par l'établissement depuis 2016 montre qu'un abaissement du volume maximal de prélèvement autorisé est envisageable, et n'engendrerait pas de contrainte supplémentaire dans l'activité de l'établissement ;
7. le nouveau volume maximal annuel de prélèvement modifié par le présent arrêté est donc respecté sur les 5 dernières années ;
8. le volume prélevé annuellement restera significatif même avec cette diminution, il convient donc d'étudier par quels moyens ces volumes pourraient encore être réduits ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1^{er} – Objet

La société LESIEUR, dont le siège social est situé 29 quai Aulagnier – 92665 ASNIÈRES SUR SEINE, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté préfectoral pour l'exploitation de son établissement sis 101 route de Bourbourg – BP 89 – 59412 COUDEKERQUE-BRANCHE.

Article 2 – Valeurs limites de seuil de prélèvement d'eau

Au regard de la consommation réelle de l'établissement LESIEUR, inférieure à la limite de prélèvement autorisée, les prélèvements maximaux d'eaux autorisés à l'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral du 29 mai 2008 sont remplacés par les valeurs suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Code national de la masse d'eau (SANDRE)	Prélèvement maximal annuel (m ³)	Débit maximal journalier de prélèvement (m ³ /j)
Eau de surface	Canal de BOURBOURG	AR 61 (Delta de l'Aa)	385 000	1 054
Réseau public d'eau potable	COUDEKERQUE-BRANCHE, CAPPELLE-LA-GRANDE		400 000	1095

Article 3 – Relevé des prélèvements d'eau

Le 5^e alinéa de l'article 4.1.2. de l'arrêté préfectoral du 29 mai 2008 est complété comme suit :

Ces informations font l'objet d'un enregistrement, et sont transmises à l'inspection des installations via l'application de télédéclaration GIDAF selon la fréquence suivante :

- tous les trois mois en dehors de toute période de « sécheresse » d'application d'un arrêté préfectoral de restriction des usages de l'eau ;
- tous les mois lorsqu'un arrêté préfectoral « sécheresse » de restriction des usages de l'eau est en vigueur.

Article 4 – Étude technico-économique visant la réduction de la consommation en eau

L'exploitant réalise une étude technico-économique relative à l'optimisation de la gestion globale de l'eau sur son site ayant pour finalité la limitation des usages de l'eau et la réduction des prélèvements d'eau, avec pour objectif une diminution de 10 % d'ici à 2025 par rapport aux prélèvements de l'année 2019.

L'étude comportera a minima les éléments suivants :

- Etat actuel :
 - définition des besoins en eau,
 - descriptions des usages de l'eau,
 - caractéristiques des moyens d'approvisionnement en eau,
 - description des équipements de prélèvements,
 - descriptions des procédés consommateurs en eau,
 - bilans annuels et mensuels des consommations de l'établissement,
 - bilan des rejets, le cas échéant en fonction de la période en cas d'activité saisonnière.
- Descriptions des actions de réduction des prélèvements déjà mises en place et des économies d'eau réalisées.
- Etude et analyse des possibilités de réduction des prélèvements, de réutilisation de certaines eaux (pluviales ou industrielles), des possibilités de recyclage et point sur les consommations actuelles de l'établissement par type d'usage au regard des meilleures techniques disponibles.
- Echancier de mise en place des actions de réduction envisagées.

L'exploitant intégrera dans son étude la garantie du respect des valeurs limites d'émission et de la température des rejets des effluents en sortie de site.

Article 5 – Plan d’actions « sécheresse » visant à réduire de manière conjoncturelle la consommation en eau

L’exploitant établira un plan d’actions « sécheresse ».

Ce plan d’actions devra comporter une partie faisant le bilan des actions déjà engagées par le passé pour diminuer les consommations d’eau en période de sécheresse et les effets qu’elles ont produits (bilan environnemental, réduction des prélèvements).

Ce plan d’actions détaillera :

- les actions concrètes qu’il serait en mesure de mettre en œuvre en cas de déclenchement d’un niveau de « vigilance renforcée sécheresse ». Pour chaque action, l’exploitant évaluera l’efficacité attendue en termes de diminution des consommations. Pour ce niveau d’alerte, une diminution des prélèvements de 5 % sera visée par rapport au volume moyen journalier prélevé du mois (soit – 53 m³/j en eau de surface et 55 m³/j en eau de réseau), représentatif de l’activité de l’établissement, précédant la prise de l’arrêté préfectoral de restriction des usages de l’eau plaçant le bassin versant en situation de vigilance renforcée sécheresse.
- les actions concrètes qu’il serait en mesure de mettre en œuvre en cas de déclenchement du niveau d’« alerte sécheresse ». Pour chaque action, l’exploitant évaluera l’efficacité attendue en termes de diminution des consommations. Pour ce niveau d’alerte, une diminution des prélèvements de 10 % sera visée par rapport au volume moyen journalier prélevé du mois (soit – 106 m³/j en eau de surface et 110 m³/j en eau de réseau), représentatif de l’activité de l’établissement, précédant la prise de l’arrêté préfectoral de restriction des usages de l’eau plaçant le bassin versant en situation d’alerte sécheresse.
- les actions concrètes qu’il serait en mesure de mettre en œuvre en cas de déclenchement du niveau d’« alerte sécheresse renforcée ». Pour chaque action, l’exploitant évaluera l’efficacité attendue en termes de diminution des consommations. Pour ce niveau d’alerte renforcée, une diminution des prélèvements de 20 % sera visée par rapport au volume moyen journalier prélevé du mois (soit – 211 m³/j en eau de surface et 220 m³/j en eau de réseau), représentatif de l’activité de l’établissement, précédant la prise de l’arrêté préfectoral de restriction des usages de l’eau plaçant le bassin versant en situation d’alerte renforcée sécheresse.

Les actions identifiées dans ce plan d’actions pourront ensuite être prescrites dans un nouvel arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires.

Le déclenchement des niveaux de vigilance renforcée, d’alerte ou d’alerte renforcée se matérialise par la signature d’un arrêté préfectoral plaçant le bassin versant de l’Audomarois et du Delta de l’Aa au niveau de vigilance renforcée, d’alerte ou d’alerte renforcée.

Article 6 – Délais de remise de l’étude

L’étude technico-économique demandée à l’article 4 et le plan d’actions demandé à l’article 5 du présent arrêté seront adressés à l’inspection des installations classées **dans un délai de 9 mois** à compter de la notification du présent arrêté.

Article 7 – Sanctions

Faute par l’exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, indépendamment des sanctions pénales encourues, il sera fait application des sanctions administratives prévues par le code de l’environnement.

Article 8 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l’article L. 411-2 du code des relations entre le public et l’administration :

- recours gracieux, adressé au préfet du Nord, préfet de la région Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – CS 20003 – 59039 LILLE Cedex ;

- et/ou recours hiérarchique, adressé à la ministre de la transition écologique – Grande Arche de la Défense – 92055 LA DEFENSE Cedex.

Ce recours administratif prolonge de deux mois le recours contentieux.

En outre, cet arrêté peut être déféré devant le tribunal administratif de Lille conformément aux dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement par :

1° les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de **deux mois** à compter du jour où l'arrêté leur a été notifié ;

2° les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de **quatre mois** à compter de :

a) l'affichage en mairie ;

b) la publication de l'arrêté sur le site internet des services de l'Etat dans le Nord.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de l'arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi par courrier à l'adresse : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 LILLE Cedex ou par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

Article 9 – Décision et notification

Le secrétaire général de la préfecture du Nord et le sous-préfet de DUNKERQUE sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée :

- au maire de COUDEKERQUE-BRANCHE et CAPPELLE-LA-GRANDE ;
- à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France chargée du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairies de COUDEKERQUE-BRANCHE et CAPPELLE-LA-GRANDE et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché en mairies pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire,
- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'Etat dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/icpe-industries-apc-2022>) pendant une durée minimale de quatre mois.

Fait à Lille, le **- 2 FEV. 2022**

Pour le préfet et par délégation,
la secrétaire générale adjointe



Amélie PUCCINELLI

